

*Les subsides***Le chef de l'opposition.**

... simplifié à l'extrême et il a tort. Comme il l'a lui-même fait remarquer (ailleurs au Canada), les gouvernements conservateurs n'ont pas craint de se servir de l'État pour raffermir l'économie et la culture nationales.

Des gouvernements conservateurs ont nationalisé les chemins de fer, créé la politique nationale de sir John A. Macdonald, le CP, la Banque du Canada, Radio-Canada et l'Hydro Ontario, acheté Suncor et Pacific Western Airlines, élargi la sécurité sociale et soutenu les artistes...

Le conservatisme canadien traditionnel a reconnu que le Canada n'est pas une Amérique petit format mais une petite population qui habite une vaste contrée voisine d'un géant et qui a survécu grâce à l'intervention unificatrice de l'État...

M. Clark a parlé d'une toquade politique qui n'est même pas née chez nous.

• (1740)

Voilà ce que dit le *Globe and Mail*, d'un discours prononcé récemment par le chef conservateur sur les sociétés de la Couronne. Je crois, monsieur le Président, que les Canadiens d'un bout à l'autre du pays approuvent et préfèrent notre coutume—observée par les deux côtés de la Chambre comme une fière tradition canadienne—de nous doter de sociétés de la Couronne. Il suffit pour nous en persuader de considérer l'accueil que les consommateurs canadiens ont réservé d'un bout à l'autre du pays aux stations-service de Petro-Canada.

M. Anguish: Là n'est pas la question.

M. Fisher: Dans ma propre localité, à Streetsville, il y avait une petite station-service qui appartenait à un concessionnaire de Petrofina; lorsque j'ai demandé au propriétaire s'il était heureux d'être un concessionnaire de Petro-Canada, il m'a répondu qu'il était bien agréable de passer du dernier au premier rang d'un seul coup. Il m'a par la suite confirmé que son chiffre d'affaires avait augmenté de plus de 20 p. 100. Il importe de savoir que les sociétés de la Couronne ont constamment eu la faveur des Canadiens. Il importe aussi de constater que les conservateurs s'enprennent continuellement à elles et trouvent le moyen de saper leur crédibilité.

Le député de LaPrairie (M. Deniger) nous a bien décrit l'attitude de certains députés conservateurs qui ont posé au président d'une société de la Couronne des questions qui l'auraient obligé à révéler des données confidentielles et vitales pour l'entreprise. Il ne s'agissait pas de renseignements importants pour le public, mais de renseignements que n'importe quelle entreprise commerciale préférerait normalement garder confidentiels. Les députés conservateurs le savent, mais ils ont continué d'exiger ces renseignements, peut-être au détriment de cette société.

Il importe aussi de noter que le député conservateur qui vient de prendre la parole, tout en protestant de son admiration pour les sociétés de la Couronne, n'en a pas moins encore une fois fait toutes sortes d'allusions perfides susceptibles de saper la confiance du public. Nous l'avons vu en 1980. Nous avons vu les conservateurs parler de leur aversion pour Petro-Canada et de la nécessité de la liquider. Tout au long des années précédant les élections de 1979, nous avons entendu les députés conservateurs s'attaquer de plus en plus souvent à Petro-Canada. Puis une fois au pouvoir, et lors de la campagne électorale de 1980, ils ont voulu changer leur fusil d'épaule en disant qu'ils allaient à l'avenir appuyer Petro-Canada. Mais les

Canadiens n'ont plus voulu les croire, et au lieu de les laisser liquider Petro-Canada, ils ont préféré les liquider, eux.

Ils sont venus parler de de Havilland dans ma région et le seul fait qu'ils mentionnent la possibilité de vendre de Havilland a rappelé aux gens de ma région ce que les conservateurs avaient fait dans le cas de l'Arrow et comment le parti conservateur dirigé par Diefenbaker avait détruit l'industrie aérospatiale du Canada il y a une vingtaine d'années. Depuis, divers gouvernements libéraux se sont efforcés de rendre à cette industrie la prospérité qu'elle connaissait avant que Diefenbaker ne s'en mêle. J'ai entendu tout cela en 1980 et il a suffi que le parti conservateur laisse entendre qu'il songeait à vendre de Havilland pour inquiéter les électeurs de ma circonscription.

Ce qui est tout aussi troublant, à mon avis, est la façon dont le parti conservateur a eu recours à de basses attaques personnelles ici-même à la Chambre. Nous en avons été témoins bien des fois. Les conservateurs savent que s'ils ne peuvent pas s'attaquer directement à une institution populaire, ils peuvent toujours s'attaquer à celui qui la dirige et essayer de dénigrer l'institution elle-même en dénigrant son chef. Eh bien, quel conservateur est prêt à affirmer qu'il a soulagé autant les affamés et aidé les pauvres du monde que Maurice Strong?

Des voix: Oh, oh!

M. Fisher: Quel conservateur est prêt à affirmer qu'il a contribué autant que Maurice Strong à assainir l'environnement? Quel conservateur est prêt à affirmer qu'il est un homme d'affaires aussi avisé que Maurice Strong? Il n'y en a pas un.

Des voix: Oh, oh!

M. Fisher: Je le sais très bien parce que je connais Maurice Strong personnellement et que j'estime qu'il a embelli ma vie. A mon avis, les députés de l'opposition doivent prouver ce qu'ils affirment s'ils veulent s'attaquer à quelqu'un de façon aussi peu scrupuleuse. Qu'ils nous donnent donc les preuves de ce qu'ils avancent. Or, ils n'en ont pas, ils se contentent de calomnier, d'insinuer et de détruire la réputation d'un grand Canadien tel que Maurice Strong, qui a fait ses preuves en affaires au Canada et dans le monde entier. A mon avis, les députés d'en face devraient donner des preuves de ce qu'ils affirment à la Chambre et à l'extérieur.

M. Kempling: Où habite-il? Il n'habite pas au Canada.

M. Fisher: Quand ils auront le courage de le faire, nous commencerons peut-être à prendre leurs attaques personnelles un peu plus au sérieux. Mais pour cela, il faudrait qu'ils nous apportent des preuves. Je mets au défi les députés de l'opposition, monsieur le Président, de nous fournir des preuves.

Le député de Calgary-Centre (M. Andre) est de retour. Qu'il me donne la preuve, comme il l'a insinué, que le rachat de Petrofina par Petro-Canada a rapporté un million de dollars à M. Strong. J'attends. Qu'il m'en fournisse la preuve.

M. Andre: Le ministre m'a dit lui-même que la société de M. Strong avait touché cette somme.